



CSN

unité

Conseil central
du Montréal métropolitain

www.ccm-csn.qc.ca

Conseil central 
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

Septembre 2010

Volume 24, numéro 7

STIJM-CSN

19 mois sur le trottoir



Toujours solidaires!

L'organe officiel du Conseil central du Montréal métropolitain - CSN est publié à 2800 exemplaires P.P. 40064900 ISSN 1718-1178

Responsable : Dominique Daigneault

Coordination et rédaction : Anne Leblanc

Conception graphique : Jean Gladu et Sophie Marcoux

Montage : Julie Bilodeau, Aude Sainte-Marie

Photographies : Michel Giroux, Annick MH De Carufel, Pierre Brousseau, Aude Sainte-Marie, Manon Perron

Impression : Imprimerie CSN

Distribution : Module de distribution de la CSN 1601, avenue De Lorimier Montréal (Québec) H2K 4M5 <http://www.cmm-csn.qc.ca> Pour abonnement : julie.bilodeau@csn.qc.ca Téléphone : 514 598-2021 Télécopieur : 514 598-2020

À l'agenda

Septembre

8

Assemblée générale

21, 22 et 23

Exécutif syndical I

27 et 28

Initiation à la santé sécurité du travail

30 et 1^{er} oct.

Trésorerie

Le 2 juin, Gaétan Châteauneuf, président du CCMM-CSN, a ouvert la dernière assemblée générale de la saison en remerciant toutes et tous les délégué-es qui, par leur présence en grand nombre et leur fervente participation, ont su faire du 34^e congrès un événement mémorable (voir article pages 4 et 5). Il a aussi fait état de la négociation dans les secteurs public et parapublic en précisant que le plan d'action ne fera pas relâche en juin et que tout était mis en œuvre pour arriver à un règlement dans les meilleurs délais. Sur la scène internationale, il a rendu hommage aux neuf travailleurs humanitaires tués lors de l'attaque, par l'armée israélienne, d'un bateau transportant des denrées et du matériel destinés au peuple palestinien.

Gaétan Châteauneuf a aussi tenu à féliciter Flavie Achard, enseignante au Collège Montmorency, militante dans son syndicat, membre du conseil syndical et responsable du comité éducation depuis de nombreuses années, pour sa nomination à titre de Grande Montmorencienne. Ce prix lui a été remis par la direction du collège afin de souligner publiquement sa contribution exceptionnelle à la mission du collège, à son développement et à son rayonnement.



Véronique De Sève et Catherine Gerbelli

Le droit de choisir

Catherine Gerbelli, membre du conseil d'administration du Regroupement Les sages-femmes du Québec, a fait part aux délégué-es des grandes lignes de la campagne de signature de cartes

postales que mène actuellement le regroupement. Les sages-femmes veulent que leur profession soit reconnue et demande au ministre de la Santé, Yves Bolduc, que soit garanti aux Québécoises l'accès aux différents lieux de naissance (maison de naissance, domicile ou hôpital) avec la ou le professionnel de leur choix (sage-femme ou médecin).

Propositions du 34^e congrès

Toutes les propositions qui n'avaient pas été adoptées pendant le congrès l'ont été lors de l'assemblée. L'adoption des propositions a suscité de bons débats, particulièrement celui sur l'amendement demandant que la session de formation *Condition féminine* soit ouverte aux hommes, amendement qui a finalement été rejeté.

Des élections au comité des lettres de créance et au comité de surveillance ont eu lieu. Mona Edma et Richard Ledoux ont été élus aux lettres de créance et Marie Lebel, Luc Bastien et Patrice Lorrain-Chenu au comité de surveillance. Félicitations!

L'assemblée générale s'est conclue avec le verre de l'amitié et le souhait d'un bel été à toutes et tous ●

À la recherche d'épinglettes!

Le Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale (la mob!) du CCMM-CSN, désire constituer une collection des épinglettes qui ont été produites pour une négociation, une campagne, un événement ou encore un conflit dans votre syndicat. Les fonds de tiroirs recèlent parfois des trésors... une petite fouille pourrait alimenter notre collection!

Vous pouvez faire parvenir vos trouvailles à Abdel Hamdi, CCMM-CSN, 1601, avenue De Lorimier, Montréal, H2K 4M5 ou encore faire une petite visite à nos bureaux pour les lui remettre ●

Organisme régional affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain regroupe plus de 94000 membres du secteur public et du secteur privé, répartis au sein de 400 syndicats sur le territoire des régions administratives de Montréal, de Laval et du Grand Nord du Québec.

Attention aux allergies!



Par Dominique Daigneault
secrétaire générale du CCMM-CSN

Vous l'aurez sans doute remarqué, le Premier ministre Harper et son gouvernement souffrent d'allergies graves et ce n'est pas à l'herbe à poux. Allergies à la démocratie, aux droits et libertés, à la transparence, bref, à tout ce qui s'éloigne de sa ligne de parti ou pire, qui ose critiquer ses politiques! Et ces allergies ne sont pas que saisonnières. Dans les faits, depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, les attaques aux droits fondamentaux et à la démocratie n'ont cessé de s'intensifier.

La liste des symptômes est longue, très longue! Les symptômes d'allergie du gouvernement se manifestent de façon brutale pour les personnes et les organismes qui en font les frais. Les groupes de femmes qui ont une pratique de défense des droits ont perdu leurs subventions à la suite de modifications aux normes de financement et de la révision en profondeur de la mission de Condition féminine Canada. Des organisations de coopération internationale réputées comme Kairos se sont vu retirer leur financement et la menace plane au-dessus d'autres organisations telles le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et Alternatives. Dans l'Unité du mois de mai nous faisons état de la crise majeure que le gouvernement a suscité au sein de l'organisme Droits et Démocratie notamment en y effectuant des nominations partisans dont celle d'un président reconnu pour ses idées de droite et en congédiant trois gestionnaires. Rappelons aussi le congédiement de Linda Keen, présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, en janvier 2008, sans que le ministre fédéral des Ressources naturelles de l'époque ne puisse fonder sa décision sur des faits précis quant aux erreurs que madame Keen aurait commises. Côté démissions, soulignons celle toute récente du directeur de Statistique Canada, Munir Sheikh, en pleine controverse sur le recensement.

Le gouvernement Harper est aussi allergique à la liberté d'expression et à la transparence. Il centralise et contrôle l'information divulguée aux journalistes au détriment de la liberté de presse. Il impose une loi du silence, par exemple en empêchant les scientifiques d'Environnement Canada de s'adresser aux médias. Il s'est attaqué à la crédibilité personnelle du diplomate Richard Colvin à la suite de ses révélations sur les pratiques de tortures perpétrées sur les prisonniers afghans transférés par les forces armées canadiennes aux autorités afghanes et, pire encore, il a abusé de son pouvoir

de prorogation pour ne pas avoir à répondre aux questions des parlementaires sur ces allégations.

Rien ne semble arrêter ce gouvernement lorsque vient le temps d'imposer ces vues idéologiques, même le jugement de la Cour suprême en matière de protection des droits humains comme en témoigne la situation d'Omar Khadr. Rappelons qu'Omar Kadhr, citoyen canadien, est le dernier prisonnier occidental encore incarcéré à la prison de Guantanamo. Bien qu'il ait été arrêté à l'âge de 15 ans et qu'il ait été victime de mauvais traitements après son arrestation, Ottawa n'a jamais bougé pour la protection de cet enfant soldat, et ce, malgré la mobilisation massive et constante de groupes de défense des droits, d'organisations non gouvernementales et des partis de l'opposition. Comment le Canada pourra-t-il s'ériger en défenseur des droits humains après avoir soutenu une telle position?

Pour terminer, lors du G20, Stephen Harper a été fidèle à lui-même en s'opposant à toute forme de taxation des transactions financières préférant une stratégie de lutte à la crise visant la réduction des déficits d'au moins 50%, d'ici 2013. L'irresponsabilité des grands manitous de la finance a amené l'économie mondiale au bord du gouffre? Aucun problème, les travailleuses, les travailleurs et les plus démunis paieront les pots cassés avec les nouveaux plans d'austérité qu'entraînera la stratégie de réduction rapide des déficits. Dans les rues, les gens manifestent leur désaccord? Avec plus d'un milliard de dollars investis en dispositifs de sécurité, encore là, pas de problème! Environ 900 personnes ont été arrêtées, la plupart du temps de façon totalement arbitraire. Avec Harper, une opposition s'élève? On s'assure de se donner les moyens de la faire taire!

Une situation alarmante

La situation en matière de respect des droits humains et de démocratie au Canada est alarmante. Pour cette raison, le conseil central s'est joint à la *Coalition Pas de démocratie sans voix* qui regroupe des organisations syndicales, de femmes, d'étudiantes et de défense des droits et libertés pour exiger du gouvernement qu'il protège et défende les droits et libertés et la démocratie. Ceux-ci sont trop précieux pour laisser ce gouvernement les bafouer tel qu'il le fait depuis trop d'années déjà!

Qu'il se le tienne pour dit!

On manque pas de fronts!

C'est sous ce thème que s'est tenu, du 17 au 21 mai, le 34^e Congrès du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN. Je me dois de souligner que ce congrès a été très apprécié par les quelque 370 délégué-es. Si ce congrès a été une réussite, c'est grâce au travail acharné des membres de l'exécutif, ceux du conseil syndical, ceux de l'équipe des salarié-es et surtout grâce à l'implication et à la participation active des congressistes. Ce congrès nous a donné l'occasion de faire le bilan du travail des trois dernières années, de décider des orientations pour le prochain mandat et de rendre un vibrant hommage à Michel Chartrand, figure marquante du syndicalisme et qui a assumé la présidence du CCMM-CSN de 1969 à 1978. Ce fut également l'occasion de renouveler notre Déclaration de principes.

De multiples activités

Les congressistes ont été conviés à plusieurs activités, comme le 5 à 7 organisé par le comité LGBT, le 17 mai, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie. Lors de cette soirée, nous avons eu droit aux témoignages de deux invités de marque, Denise Boucher, vice-présidente de la CSN et Jean Lortie, président de la Fédération du commerce. Aussi, rappelons la tenue d'un dîner inter-culturel organisé par le comité immigration et relations ethno-culturelles dans le quartier chinois. Lors de cet événement, la contribution de la communauté chinoise de Montréal au développement de la société québécoise a été soulignée. Le jeudi, la soirée de solidarité aura

permis aux délégué-es de resserrer les liens tout en lâchant leur fou.

Élections

Un congrès est aussi le moment d'élire vos représentantes et représentants au comité exécutif et au conseil syndical. À l'exécutif, toutes et tous les membres sortants sollicitaient un renouvellement de mandat et ont été réélus. Ainsi, Gaétan Châteauneuf conserve la présidence, Dominique Daigneault le secrétariat général, Manon Perron la trésorerie, Véronique De Sève la première vice-présidence et Francis Lagacé la deuxième vice-présidence. Au conseil syndical, plusieurs membres ont renouvelé leur mandat. Il s'agit de Flavie Achard au comité éducation, Patrice

Benoit au comité environnement et développement durable, Caroline Tremblay au front du lutte santé et services sociaux, Alain Ouimet au comité d'action en santé sécurité, Louis Carlos Cantave au comité immigration et relations ethno-culturelles et Donald Picotte au comité LGBT. Quatre nouvelles personnes font leur entrée au conseil syndical, Lisa Courtemanche au comité solidarité internationale, Anick Ferland au comité jeunes, Linda Boisclair au comité condition féminine et Jean-Hugues Bastien au comité droit au travail. Il est intéressant de constater que nous avons atteint la parité hommes-femmes au conseil syndical et à l'exécutif.

Les résolutions

Le congrès est aussi et surtout l'occasion de définir nos orientations pour les trois prochaines années. Les 18 résolutions adoptées guideront donc notre travail pour le mandat qui commence. Le thème *On manque pas de fronts!* reflète bien nos intentions puisque nous déploierons notre action en plusieurs volets. Bien sûr, l'amélioration des conditions de travail demeure notre priorité. Le volet des luttes sociales, en développant les



alliances les plus larges possible avec les autres organisations syndicales et les groupes populaires et communautaires, conserve une place importante dans notre travail.



Les délégué-es ont débattu en ateliers du rapport de l'exécutif duquel découlaient les propositions. Ils ont par la suite adopté le budget du CCMM-CSN, appuyé des questions de privilège, entendu nos syndicats en conflit et adopté une résolution pour faire la promotion du français à Montréal. Un des objectifs de ce congrès était de mettre nos syndicats en action. Une des principales résolutions adoptées à cet égard est la création d'un réseau de solidarité. C'est en ce sens que chaque syndicat sera appelé à nommer au sein de sa structure une personne responsable de la solidarité. Renforcer la solidarité syndicale nous apparaît essentiel afin de lutter contre les attaques incessantes du patronat, contre les politiques néolibérales

et contre le capitalisme. Par exemple, pour faire face aux employeurs qui développent de plus en plus de stratégies pour contourner la Loi anti-briseurs de grève, comme ce fut le cas dans l'hôtellerie avec l'utilisation de travailleurs soi-disant bénévoles. Mais actuellement, l'exemple le plus éloquent est le comportement de Pierre Karl Péladeau, président de Quebecor, qui a mis en lock-out depuis janvier 2009, les travailleuses et les travailleurs du *Journal de Montréal* et qui continue de publier son journal tous les jours comme si de rien n'était. Développer notre solidarité prend tout son sens dans ce conflit, ces travailleuses et ces travailleurs comptent sur l'appui de l'ensemble du mouvement syndical afin d'obtenir satisfaction dans leurs revendications. Je rappelle donc l'importance d'inciter nos membres à ne pas lire le *Journal de Montréal*.

Et plus encore

Le congrès a également voté des résolutions pour la préservation de nos services publics et pour lutter contre la privatisation et les partenariats public-privé (PPP). En ce sens, notre adhésion à la campagne CSN sur les finances publiques a été réitérée. D'ailleurs une résolution a été adoptée pour que le CCMM-CSN contribue à la réflexion



Kiosque du comité Jeunes au congrès

et au débat sur la possibilité de tenir une grève générale et sociale, avec ses alliés, afin, entre autres, de protester contre les mesures gouvernementales rétrogrades incluses dans le budget provincial de mars 2010.

Des résolutions concernant l'environnement et le développement durable, notre participation à la Marche mondiale des femmes 2010, la valorisation de l'éducation, le profilage racial, la politique municipale, notre engagement et notre participation à des espaces citoyens comme les forums sociaux, le droit au travail, les impacts des fondations privées sur les services publics, la promotion de la langue française et l'appui au peuple palestinien avec, entre autres, l'adhésion à la campagne *Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS)*, ont aussi été adoptées. Au cours

des prochains mois nous devons mettre en œuvre ces différentes orientations. Le comité exécutif élaborera, dès le mois de septembre, un plan d'action général et chaque front de lutte fera de même pour son champ de travail spécifique.

Implication des syndicats

Pour les syndicats, un premier devoir est de renouveler leur délégation à l'assemblée générale. Celle de la rentrée se tiendra le 8 septembre. À cette occasion, nous élirons notre délégation au conseil confédéral de la CSN, une dizaine de postes sont à combler. Le deuxième devoir est de nommer un responsable du réseau de solidarité puisque ce projet verra le jour dès l'automne. Aussi, la CSN devrait soumettre, lors du conseil confédéral de septembre, un

plan d'action pour lutter contre le dernier budget du gouvernement du Québec. Concernant ce dossier, le CCMM-CSN maintient sa participation à la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

Le conflit au *Journal de Montréal* retiendra notre attention. Il faudra accentuer la pression sur cet employeur qui utilise tous les moyens pour écraser le Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal-CSN*. Nous avons pu le constater, encore une fois, avec les derniers gestes posés par Quebecor qui a congédié neuf personnes, dont le président du syndicat, et imposé des suspensions à 115 personnes. De plus, les syndicats des secteurs public et parapublic ont été ou sont sur le point de se prononcer sur l'entente de principe intervenue au cours de l'été.

Comme vous pouvez le constater, nous aurons beaucoup de pain sur la planche cet automne. Le conseil central compte sur vous pour atteindre ses objectifs. Au plaisir de vous rencontrer lors de notre premier rendez-vous automnal, c'est-à-dire, à l'assemblée générale du 8 septembre.

Syndicalement !

Gaétan Châteauneuf



Lock-out au *Journal de Montréal*

Des sueurs froides malgré un été chaud

Les 253 lock-outés du *Journal de Montréal* ont, pour un deuxième été de suite, bravé les intempéries. Bien que l'on puisse affirmer que, dans plusieurs situations «l'été c'est moins pire que l'hiver», cette maxime ne s'applique pas lors d'un lock-out. Chaque jour est un calvaire! Privés de leur travail depuis maintenant plus de 19 mois, les membres du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal-CSN (STIJM-CSN) n'ont qu'un souhait : retourner au boulot avec une convention collective négociée de bonne foi entre les parties. Malheureusement, les événements de l'été n'ont pas aidé à l'exaucer.

D'abord reconnus coupables, le 9 juin dernier, d'outrage au tribunal par la Cour supérieure du Québec-district de Montréal pour avoir investi les locaux du *Journal de Montréal* le 22 juillet 2009, le STIJM-CSN et ses membres ont ensuite été condamnés à payer des amendes pour la somme totale de 78 750\$. Victoire s'il en est une, puisque les avocats du *Journal* réclamaient au départ une condamnation d'environ 1 300 000\$. Dans son jugement la juge Anne-Marie Trahan «varlope» le syndicat et ses membres mais dans un passage «aimable» elle exprime bien ce que ressentent et ressentent encore aujourd'hui les syndiqués : «les gestes reprochés (...) se sont produits dans le cadre d'un lock-out, situation difficile à vivre pour les membres du STIJM et qui peut provoquer en eux colère, révolte, questionnement, incertitude, etc. C'est pourquoi les relations sont très tendues entre l'entreprise et le STIJM et ses membres.»

Quebecor frappe encore plus fort

À la suite de ce jugement Quebecor a congédié, le 13 juillet, neuf journalistes et photographes et a imposé des suspensions à 115 autres membres du syndicat. Plusieurs lock-outés se voient donc frappés par une suspension d'une semaine et une quinzaine d'entre eux perdront deux semaines, un mois, six mois, voire un an de salaire au moment du retour au travail. En conférence de presse au lendemain de ces annonces, Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, a qualifié ce geste comme étant un abus de droit injustifiable surtout si l'on tient compte du présent processus de conciliation.

Au moment d'écrire ces lignes, un communiqué de Sam Hamad, alors ministre du Travail, annonçait la nomination de M. Jean Poirier à titre de «médiateur spécial» dans le dossier. Son entrée en fonction est prévue dès la mi-août. Les parties ont convenu qu'il n'y aurait pas de déclaration publique sur les travaux afin de ne pas nuire à la médiation.



«Après 18 mois de conflit, plusieurs deuils sont à faire autant dans la vie personnelle que professionnelle. Aujourd'hui, je suis plus sereine face à la situation mais il faut absolument qu'il y ait un règlement. La solidarité qui s'est développée depuis le début du conflit est l'aspect réjouissant.

Malgré toutes les intentions malveillantes de PKP, il a créé un monstre de solidarité!»

Christiane Dupuis, adjointe administrative



«Je me sens lésé en fin de carrière, j'aurais pu prendre ma retraite l'année dernière après 33 ans de service. Mais je reste et persévère avec tous mes collègues parce qu'on veut rentrer ensemble la tête haute.

C'est inadmissible que PKP montre autant de mépris envers les bâtisseurs de son empire.»

Réal Ranger, acheteur

«J'ai dû faire des deuils depuis le début du conflit, par exemple, il a fallu me départir de biens qui m'étaient chers pour arriver à joindre les deux bouts. Il y a aussi des conséquences désagréables sur ma famille. On est dans l'attente constante d'un dénouement. Encore aujourd'hui, tout ce que je souhaite c'est un règlement.»

France Laflamme, maquettiste

Les témoignages ont été recueillis lors de la balade en bateau-mouche sur le fleuve Saint-Laurent qui soulignait, le 24 juillet, le 18^e mois de lock-out ●



Héma-Québec

Une convention pleine de bon sang

La négociation regroupée, une première dans l'histoire des syndicats d'Héma-Québec, aura permis aux syndiqué-es de remporter une belle victoire. En effet, le 25 juillet, après une longue et difficile ronde de négociation, les employé-es d'Héma-Québec membres des trois syndicats CSN, le Syndicat des travailleuses et travailleurs d'Héma-Québec, le Syndicat des assistant-es techniques de labo d'Héma-Québec et le Syndicat des technicien-nes de labo d'Héma-Québec, ont obtenu une convention collective satisfaisante.



Sur la ligne de piquetage lors d'une journée de grève en juin dernier.

Des moyens de pression soutenus et plusieurs journées de grève auront été nécessaires pour que l'employeur comprenne enfin que les syndiqué-es n'accepteraient pas n'importe quelles conditions de travail et qu'ils étaient prêts à tenir le coup. Le nouveau contrat de travail, d'une durée de cinq ans, comprend des gains importants quant au régime de retraite et à celui des primes.

Bravo pour le courage et la détermination!

Hoodstock 2010

S'organiser pour s'élever!



C'est pour commémorer la mort tragique de Fredy Villanueva, au parc Henri-Bourassa en 2008, que des jeunes militant-es ont tenu, le 8 août, le deuxième Forum social Hoodstock de Montréal-Nord. Ce triste anniversaire a été l'occasion pour la population de discuter des enjeux sociaux et politiques dans l'arrondissement. Rappelons que Fredy Villanueva est mort sous

les balles d'un agent lors d'une intervention policière et que cet événement fait l'objet d'une enquête du coroner présidée par le juge Perreault.

En organisant un forum social, les militant-es de Hoodstock voulaient non seulement dénoncer le profilage racial et l'intimidation utilisés par la police dans leur quartier, ils voulaient aussi s'attarder à l'origine des problèmes sociaux, soit l'exclusion sociale, économique, politique et culturelle afin de trouver des solutions pour Montréal-Nord. Cette année, les ateliers ont porté sur l'intégration sociale et économique des personnes issues de l'immigration, sur le profilage ethnique et sur la répression policière lors du G-20, à Toronto. Le forum s'est conclu par une marche en soutien à la famille Villanueva qui tente toujours d'obtenir justice à la suite du décès de Fredy.

Précisons qu'à l'instar de ses alliés, le conseil central avait exigé, en 2008, la tenue d'une enquête publique indépendante pour faire la lumière sur ces événements. Bien que le coroner n'ait pas encore livré ses conclusions, les pratiques du Service de police de la ville de Montréal, notamment le profilage racial, ont été mises en cause dans cette affaire par les témoignages d'experts et de citoyens.

De plus, le CCMM-CSN a soutenu l'organisation de ce forum puisqu'il s'inscrit dans la foulée du Forum social mondial. Pour le conseil central, toute initiative a sa place dans le grand concert des forums citoyens qui proposent des alternatives au modèle de développement néolibéral ●

Manon Perron
Trésorière



Un autre monde est possible

Du 22 au 26 juin 2010, la ville de Détroit accueillait quelque 15 000 participant-es au deuxième United States Social Forum (USSF). Dominique Daigneault et Caroline Tremblay, respectivement secrétaire générale et responsable du front de lutte santé et services sociaux du CCMM-CSN, ont participé à ce forum. Elles y ont, entre autres, fait une intervention en compagnie de syndicalistes du Mexique et des États-Unis lors d'un panel portant sur le thème de la lutte pour la préservation des services publics et pour le maintien des emplois dans le secteur public comme réponse à la crise. De retour de voyage, elles nous livrent quelques unes de leurs impressions.

Détroit, une ville éprouvée

Le choix de Détroit comme ville hôte pour ce forum social s'est avéré plus que judicieux. Ancienne capitale mondiale de l'automobile, Détroit est une des grandes villes américaines les plus durement touchées par les effets de la crise économique. On y retrouve un des taux de chômage les plus élevés aux USA, soit près de 30% selon les chiffres officiels. Par conséquent, la population, composée à plus de 80% de citoyen-nes afro-américains, est confrontée à un taux de pauvreté très élevé et à une multitude de problèmes qui y sont liés comme l'accroissement des inégalités sociales et l'augmentation du nombre de sans abri. De plus, phénomène urbain très spécifique à la ville de Détroit, on assiste à un exode massif des habitant-es du centre-ville vers les banlieues. En effet, depuis les cinquante dernières années, Détroit a perdu la moitié de sa population. Cette situation s'étant accélérée avec la crise, à l'heure actuelle, 35% du territoire municipal est inhabitée. Effectivement, nous avons pu constater qu'après la fermeture des bureaux, le centre-ville devient désert, presque fantomatique, et ce, malgré la présence des milliers de militant-es spécialement venus à Détroit pour le USSF.

Discussions politiques et actions

La tenue du USSF prenait tout son sens dans le contexte socio-économique de crise que connaissent actuellement les États-Unis. Le thème du Forum était d'ailleurs fort éloquent, «Another world is possible, another US is necessary», (Traduction libre : Un autre monde est possible, un autre États-Unis est nécessaire). Les participant-es provenaient très majoritairement des divers états américains mais aussi de partout à travers le monde.

Comme dans la plupart des forums sociaux, les thèmes des ateliers abordaient les questions

traitant du capitalisme et de ses effets, de la justice sociale, de la démocratie et de la gouvernance, de l'immigration, de la militarisation et de la guerre, de la solidarité internationale, des médias et des communications, des luttes syndicales et des opportunités pour l'avenir. Au total, plus de 1300 ateliers étaient offerts pendant cette semaine. Fait intéressant, tous les ateliers de la première journée ainsi que d'autres présentés lors des journées subséquentes, portaient sur les problématiques spécifiques à Détroit et sur les pistes de solutions possibles pour cette ville. Nous avons, entre autres, participé à un atelier fort pertinent sur le développement de l'agriculture urbaine comme outil de lutte à la pauvreté en utilisant les nombreuses parcelles de terrains vagues dues à la diminution draconienne de la population.

Luttes et solidarité

Il était frappant de constater à quel point la plupart des organisations syndicales et autres organisations progressistes partagent une lecture semblable quant aux conséquences négatives des politiques néolibérales sur les populations. Mêmes discours, mêmes débats, et surtout, mêmes combats. Par exemple, lors de notre atelier sur les services publics comme réponse à la crise, beaucoup de points communs ressortaient quant à la nécessité de sauvegarder les services publics, surtout en période de crise et sur les stratégies pour y parvenir, notamment en incluant l'ensemble de la société civile dans la lutte en se coalisant avec des organisations autres que syndicales. Partout en Amérique sévissent les mêmes mensonges sur lesquels repose le credo capitaliste : privatisons et les services n'en seront qu'améliorés! Pour s'apercevoir qu'après cette privatisation, non seulement les services sont plus chers, mais on en a moins pour notre argent! Aussi, il était



fascinant d'entendre les participant-es raconter que les problèmes vécus dans leurs milieux de travail sont les mêmes que ceux que vivent les travailleuses et les travailleurs de chez nous. Toutefois, nous devons souligner que les attaques aux services publics et aux droits des travailleurs sont beaucoup plus brutales au Mexique où, par exemple, le gouvernement s'est attaqué au Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité (SME) en faisant appel aux forces armées pour faire une descente dans les lieux de travail d'une société publique d'électricité tout en congédiant injustement 44 000 travailleurs. D'ailleurs, lors d'une assemblée thématique (People movement assembly), à laquelle le conseil central assistait, on a jeté les bases d'une coalition nord-américaine pour la défense des droits syndicaux et de l'ensemble des droits reliés au travail au Mexique.

En conclusion, que l'on soit dans un forum social à Montréal ou aux États-Unis, ces espaces citoyens favorisent la convergence de nos luttes vers un monde plus juste, plus équitable et plus respectueux ●

Caroline Tremblay
Dominique Daigneault

Marche mondiale des femmes 2010 Soyons visibles!

Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, la coalition montréalaise de la Marche mondiale des femmes 2010 invitera les femmes et les hommes de la région à participer à plusieurs activités.

Du 12 au 17 octobre, plusieurs centaines de personnes se mobiliseront et soutiendront des revendications qui leur sont chères. Afin d'appuyer ce mouvement, nous vous proposons deux objets de visibilité, une épinglette et un foulard, que vous pouvez vous procurer dès aujourd'hui. Tous les profits provenant de la vente de ces objets serviront à financer les activités organisées dans le cadre de la Marche mondiale des femmes 2010.



Logo MMF:© Rouleau-Paquin design communication

Les épinglettes sont vendues au coût de 3\$ l'unité et les foulards à 12\$ l'unité. Pour commander du matériel, communiquez avec Hélène Gauthier, à l'accueil du CCMM-

CSN, par téléphone au 514 598-2021 ou par courriel : helene.gauthier@csn.qc.ca

Pour recevoir de l'information sur les activités régionales, veuillez communiquer avec Mireille Bénard, par courriel : mireille.benard@csn.qc.ca

www.ffq.qc.ca

Journée mondiale de prévention du suicide Écoutons et agissons

Un jour, il nous a dit : «Bientôt, vous aurez la paix ...». Même si c'est souvent à mots couverts, les personnes suicidaires nous parlent. Il faut écouter et agir. C'est dans cet esprit que se tiendra, le 10 septembre, la Journée mondiale de prévention du suicide sous le thème : «Vous êtes indispensables pour la prévention du suicide».

Bien que le taux de mortalité par suicide ait considérablement baissé depuis les dix dernières années, le problème reste entier : chaque jour, trois Québécois s'enlèvent la vie, 80% des personnes mortes par suicide sont des hommes et en 2008, ce sont 1 103 personnes qui sont décédées par suicide, et ce, sans compter les tentatives. Il ne faut donc pas baisser notre garde. C'est par notre vigilance que nous pourrions éviter cet écueil à nos proches.

La sensibilisation dans nos milieux de travail, l'information, la participation aux différentes activités de l'Association québécoise de prévention du suicide dont la campagne «Ajouter ma voix» et la formation de sentinelles sont autant de moyens pour faire une différence.

À l'occasion de la Journée mondiale de prévention du suicide, nous avons fait parvenir de la documentation à tous les syndicats. Ne vous gênez pas pour la reproduire et la diffuser abondamment. Du matériel et des informations supplémentaires sont disponibles sur le site Internet de l'AQPS (onglet «Médias»).

ENSEMBLE, nous perdrons moins de personnes par suicide. Merci d'être là... pour la vie!



Pour plus d'informations, vous pouvez joindre Gilles Bélanger, responsable régional du développement des réseaux d'entraide-CCMM-CSN au 514 598-2222 ou par courriel : gilles.belanger@csn.qc.ca

www.aqps.info

www.ajoutermavoix.com

Forum Mondial Éducation en Palestine

Dans la foulée des Forums sociaux mondiaux, la Palestine recevra, du 28 au 31 octobre 2010, le Forum Mondial Éducation (FME). Les activités se dérouleront simultanément à Gaza, à Ramallah, à Haïfa et à Jérusalem ainsi qu'à Beyrouth, au Liban, pour les réfugié-es hors Palestine. Une cinquantaine de délégué-es québécois y participeront, dont Dominique Daigneault, secrétaire générale du CCMM-CSN et responsable politique du front de lutte solidarité internationale, et Francis Lagacé, deuxième vice-président et responsable politique du front de lutte éducation.

L'objectif du Forum Mondial Éducation est bien sûr de réunir des militant-es de partout dans le monde afin de discuter des enjeux qui confrontent l'éducation à l'heure de la globalisation : privatisation, marchandisation, alignement sur les souhaits des entrepreneurs, systèmes d'évaluation favorisant la compétition plutôt que le développement de l'esprit critique, etc. Le tout afin de trouver des alternatives qui favoriseront l'émergence d'un monde plus juste et plus inclusif.

Le fait de tenir ce forum en Palestine n'est pas anodin. C'est aussi l'occasion d'offrir notre



appui au peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation et de soutenir la tenue d'activités « normales » et internationales en territoire palestinien. Cela est d'autant plus important dans le contexte actuel, rappelons qu'Israël continue à construire son mur de séparation (contraire au droit international) et qu'une flottille d'aide humanitaire a été attaquée en eaux internationales.

Les participant-es de la délégation québécoise et les organismes dont ils proviennent (comme Alternatives ou les groupes d'éducation populaire) n'ont pas tous les mêmes ressources, c'est pourquoi nous demandons à tous nos syndicats de faire un don qui permettra d'aider financièrement certains délégué-es.

Les syndicats peuvent envoyer leur don, à l'ordre de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine (CJPP), 389 rue Hermitage,

Pointe-Claire, H9R 4Y5, en écrivant FME à gauche en bas du chèque. Pour faire un don en tant qu'individu, faites votre chèque à l'ordre d'Alternatives, 3720, av. du Parc, bureau 300, Montréal, H2X 2J1, en écrivant FME à gauche en bas du chèque.

Ce don de solidarité sera votre contribution à la tenue d'un événement d'envergure mondiale pour qu'advienne un monde meilleur en éducation en même temps qu'un acte concret de solidarité envers le peuple palestinien dans sa résistance à l'occupation.

Vous pouvez obtenir des informations sur le Forum Mondial Éducation en consultant le site internet. Pour toute question sur l'organisation de la délégation, écrivez à quebec@wef-palestine.org

www.wef-palestine.org

Du courrier vers la bande de Gaza Il n'arrivera pas!

En août dernier, l'administration postale israélienne a informé Postes Canada qu'en raison de « circonstances hors de son contrôle » elle ne serait plus en mesure d'offrir le service postal vers Gaza. Dans un communiqué émis le 10 août, Postes Canada confirmait l'interruption du service, en précisant que la société d'état n'avait pas été en mesure de trouver d'autres moyens pour acheminer le courrier mais qu'elle poursuivait ses efforts en ce sens.

Circonstances incontrôlables ou geste délibéré d'Israël afin d'augmenter la puissance de son blocus sur la bande de Gaza? Poser la question c'est y répondre! La conjoncture

actuelle incite fortement à croire que les autorités israéliennes en remettent afin de resserrer leur emprise et tentent de priver, encore plus, le peuple palestinien de biens matériels et de contacts avec l'extérieur. De plus, M. Vincent Romani, directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand, expliquait dans une entrevue accordée à RueFrontenac.com, que l'on pouvait interpréter cette suspension comme une « économie de siège », c'est-à-dire que les autorités israéliennes n'investiront plus de ressources pour fouiller les lettres et les colis à destination de Gaza ●



Capsule Environnement Pas de viande le lundi!



Lundi sans viande est un mouvement québécois qui invite à réduire notre consommation de viande une journée par semaine afin d'aider notre planète, notre santé et l'éthique animale. À l'échelle de la planète, les gens consomment trop de produits animaux, et par le fait même, on retrouve trop d'animaux d'élevage. Ces choix alimentaires et agricoles amènent une énorme pression sur les ressources de la planète et contribuent à la dégradation de l'environnement.

Les impacts

La production de viande, incluant le transport du bétail et sa nourriture, est responsable de 18% des émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES). Cette contribution est plus grande que celle de toutes les formes de transport confondues qui est de 13%. Ces émissions sont principalement dues aux émissions de méthane, un gaz qui contribue 25 fois plus au réchauffement de la planète que le CO₂. Ce gaz est produit par les ruminants et la gestion du fumier. De plus, une alimentation à base de produits animaux requiert en moyenne 4,5 fois plus de superficie agricole qu'une alimentation à base de végétaux. Selon les auteurs

du rapport CO₂, *Kyoto et nous : un bilan carbone pour la ville* : « Un hectare de terre peut produire annuellement 18 tonnes de légumes, 15 tonnes de pommes de terre ou 12 tonnes de fruits, mais seulement 400 à 500 kg de viande blanche, de lait ou d'œufs et pas plus de 33 kg de viande rouge. »

Pourquoi les lundis ?

Il semblerait qu'une habitude prise en début de semaine a plus tendance à être conservée par les gens. Aussi, cette campagne a été initiée par le département de la Santé publique de l'Université Johns Hopkins à Baltimore (États-Unis) et les américains, ayant déjà fait un tel effort lors de la Première Guerre mondiale en guise de support aux troupes, ont choisi le lundi ●

Patrice Benoit

Comité environnement et développement durable

www.lundisansviande.net

Négo des secteurs public et parapublic

Une entente de principe satisfaisante

Le 24 juin 2010, le Front commun est parvenu à une entente de principe avec le Conseil du trésor sur les matières de la table centrale, c'est-à-dire les salaires, la retraite, les droits parentaux ainsi que la mise sur pied d'un groupe de travail pour étudier les enjeux spécifiques aux ouvriers spécialisés. Les fédérations CSN du secteur public recommandent l'adoption de

l'entente à leurs syndicats affiliés. À cet effet, une vaste ronde de consultations a été entreprise dans tous les syndicats.

Pour Louis Roy, premier vice-président de la CSN : « Même si tous nos objectifs n'ont pas été atteints, nous sommes convaincus que le Front commun a permis d'obtenir une entente satisfaisante sur plusieurs points. Les reculs normatifs ont été

évités, les attaques aux services publics ont été contrées, les conditions de travail sont améliorées, le régime de retraite est bonifié et consolidé, les salaires sont rehaussés et notre droit de négocier a été retrouvé. Cette entente est le résultat concret et positif de toute notre action syndicale. »

Bonne retraite Chef!

Après presque 35 années d'implication militante et de travail comme salarié à la CSN, Ivan Bujold, coordonnateur du conseil central, a pris sa retraite le 1^{er} juillet.

Toute l'équipe du CCMM-CSN, qui l'appelait affectueusement « Chef », tient à lui souhaiter une merveilleuse retraite remplie de repos, de santé et espère qu'il profitera au maximum de tous les plaisirs engendrés par ses activités préférées comme la pêche et la gastronomie. Au cours de toutes ces années passées dans notre mouvement, Ivan a contribué de tout son cœur et avec conviction à la promotion et à la défense des droits des travailleuses et des travailleurs.

Merci Ivan !



SE DONNER LE QUÉBEC QU'ON VEUT!

